

"Bevin, continuateur de l'Histoire" dans Le Phare Dimanche (1er février 1948)

Légende: Le 1er février 1948, commentant la déclaration du ministre britannique des Affaires étrangères Ernest Bevin, le périodique bruxellois Le Phare Dimanche évoque les différentes expériences d'unification européenne de l'Histoire et insiste sur le fait que l'Europe unie ne peut se faire dans la violence, mais dans un esprit de collaboration et de respect commun.

Source: Le Phare Dimanche. 01.02.1948, n° 109. Bruxelles. "Bevin, continuateur de l'Histoire", p. 3.

Copyright: (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"bevin_continuateur_de_l_histoire"_dans_le_phare_dimanche_1er_fevrier_1948-fr-cde9b22e-0858-4a7d-8c6f-d00956f9b831.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Bevin, continuateur de l'Histoire

Aux yeux de l'observateur impartial scrutant le monde d'un point de vue stellaire, l'Europe apparaîtrait à travers les maladies et les crises l'assaillant, comme évoluant malgré tout vers une certaine unité.

Bien que les apparences de cette évolution soient à peine visibles ou même défavorables, ce long et laborieux travail d'un perpétuel devenir ne cesse jamais, et le vieux continent ayant donné au monde une bonne part de sa civilisation, s'unira quand même un jour en une vaste confédération de peuples et de nations ayant accepté une loi commune.

L'histoire européenne, depuis ses débuts, justifie cette thèse et les exemples de l'Empire romain, du monde chrétien du moyen-âge, du Saint Empire de Charles-Quint et même de l'impérialisme français du XVII^e siècle et de l'époque napoléonienne, sont autant de tentatives vers l'unification de l'Europe.

De même, malgré leur brutalité et leurs idéologies forcenées et imposées, fascisme, nazisme et communisme étaient ou sont encore des tendances d'unification cherchant à faire de l'Europe, divisée par ses nationalismes et ses particularismes, une entité soumise à une commune mais inhumaine et inacceptable idéologie.

Mais l'histoire démontre aussi que l'Europe n'accepta jamais un impérialisme ayant comme mobiles la seule violence ou une conception de vie qui lui fut étrangère parce que venant d'autres continents. Ni les barbares de Germanie, qui ne purent anéantir complètement l'Empire romain et tout ce qu'il symbolisait, ni l'Empire musulman du huitième siècle, envahissant l'Europe à la fois au delà des Pyrénées et par la vallée du Danube, ne parvint à détruire ce qui était le noyau d'une civilisation essentiellement latine.

De même, les expériences d'unification européenne par la force militaire, de Louis XIV, de la révolution française et de Bonaparte échouèrent, parce qu'elles n'étaient qu'idéologies cherchant à subjuguier l'Europe par les armes.

Logiquement, il faut conclure des leçons de l'histoire, depuis les âges primitifs jusqu'aux temps tout récents, que l'Europe ne se fera pas par la violence ou par un code de lois ne trouvant pas sa justification dans ses traditions profondes de libéralisme et d'individualisme. L'Europe ne peut être qu'une entité, et politique et économique, que si les nations diverses la composant, ont une certaine liberté et un sentiment d'indépendance — d'où doit être exclu tout complexe d'infériorité ou de dépendance — qui en fassent des associés, acceptant souverainement une commune collaboration.

Pour en revenir à des considérations d'un intérêt plus actuel et n'ayant point le détachement historique de la perspective stellaire ou temporelle, concluons en tentant de faire la synthèse lapidaire de l'appel de Bevin aux nations de l'Europe occidentale pour qu'elles s'unissent.

Il y a incontestablement dans l'initiative du ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne un essai de réaliser un dessein grandiose, où la millénaire civilisation européenne pourrait jouer un rôle prépondérant et singulièrement efficace pour l'avenir du monde.

Par surcroît, et c'est peut-être la conclusion la plus reconfortante qu'il faille tirer de l'entreprise du ministre des Affaires étrangères britannique, c'est que Churchill, l'homme qui parvint à unir l'Europe et l'Amérique contre la menace hitlérienne, ait déclaré qu'il ne pouvait envisager un continent européen d'où serait exclue une Russie Soviétique qui ne contribuât point à ce grand dessein d'une confédération des peuples alliés européens, ayant la bonne volonté de vivre en paix les uns avec les autres.

Souhaitons qu'il en soit ainsi.

L'OBSERVATEUR

(Note de la rédaction)

L'article de notre collaborateur appelle quelques remarques. Il est bien vrai que l'Europe doit s'unir, mais le pacte proposé aux pays de Benelux par la France et l'Angleterre, même étendu à l'Italie, n'est pas une fédération européenne, c'est une alliance que l'on aurait été heureux de voir conclure il y a vingt ans, mais qui, aujourd'hui, n'a guère de valeur.

Il paraîtrait que cette alliance doit nous apporter la sécurité.

S'il s'agit de nous prémunir contre une Allemagne affaiblie, une telle alliance est valable. Mais que peut-elle contre l'autre danger de l'Est ? Absolument rien. Dès le premier choc, les forces britanniques rejoindraient l'Angleterre, et quant à la puissance militaire française, elle est nulle et non avenue.

Alors ! Cette pseudo-alliance européenne fera une fois de plus de notre pays un avant-poste de combat. Merci bien. La Suisse est plus sage de maintenir sa neutralité.

Certes, il serait bon que nous puissions abandonner une partie de notre indépendance – le superflu, le vain en quelque sorte – en faveur d'une fédération de puissances qui saurait nous défendre contre l'U.R.S.S. Mais une telle fédération n'est possible qu'avec les U.S.A., seul Etat comparable à l'U.R.S.S. L'Angleterre croit pouvoir encore jouer à la grande puissance (la « troisième force »), avec le concours de petites puissances continentales. C'est un jeu vain et un jeu dangereux.

Dès lors, l'alliance projetée n'est intéressante que dans la mesure où elle constitue un premier pas vers une fédération plus vaste et plus solide.